

COMPTES-RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

Butor (Annie) – *Comment voulez-vous que j’oublie ... Madeleine et Léo Ferré*, Paris : Phébus (Libella), 2013.

Annie Butor est la fille de Madeleine Rabereau qui fut de 1952 à 1973 la femme de Léo Ferré ; enfant et adolescente, elle a vécu auprès de sa mère et du poète ; dans la préface, Benoîte Groult dit : « *Annie Butor a réussi à écrire le livre le plus juste, le plus sensible et le plus intime sur ce couple exceptionnel dont elle a partagé la vie de si près et pendant si longtemps.* »

Elle a connu la création de plus de 200 chansons ; elle a assisté aux rencontres avec André Breton, Louis Aragon.

En 1953, le prince de Monaco est venu applaudir le chanteur au cabaret L’Arlequin. Il fut alors décidé que Léo Ferré irait à Monaco pour y diriger la musique qu’il avait écrite pour la chanson du *Mal-Aimé* d’Apollinaire.

En 1954, il est engagé à l’Olympia, en vedette américaine du spectacle de Joséphine Baker. C’est l’époque où André Breton estime que Léo Ferré est « *l’un des plus grands poètes de notre temps* ». En 1957, l’année du centenaire des *Fleurs du mal*, Léo Ferré met en musique douze poèmes de Baudelaire. En 1961, il se produit au théâtre du Vieux Colombier dans un récital essentiellement consacré à Rutebeuf, Ronsard, Baudelaire, Verlaine, Rimbaud, Apollinaire, Aragon. Dans le programme, *Paname* avait remplacé *Paris-Canaille*. En 1961, il chante à l’Alhambra. En 1962, il entre dans la collection Poètes d’aujourd’hui chez Seghers.

De 1950 à 1968, Ferré a créé plus de 200 chansons. Selon Annie Butor, « *[Léo Ferré] est celui qui a marié la musique à la poésie comme nul autre, celui grâce à qui beaucoup ont reçu ce supplément d’âme qui aide parfois à vivre.* »

Roger Klotz

De La Croix (Arnaud), *Hitler et la franc-maçonnerie*, Paris : Texto-Éditions Tallandier, 2014 (Bruxelles 2013 pour la version originale).

Né à Bruxelles en 1959, Arnaud de La Croix est, au départ, philosophe. On lui doit un certain nombre d’ouvrages sur l’histoire médiévale (explorateurs et pèlerins, l’érotisme, le Graal, les templiers...). *Hitler et la franc-maçonnerie* est un ouvrage d’histoire contemporaine : « *Ce qui m’a occupé dans la conception de ce livre, c’est de comprendre, non seulement comment mais d’abord pourquoi Hitler et son régime ont procédé à la persécution de la franc-maçonnerie en Allemagne puis en Autriche annexée, enfin dans les pays occupés, alliés ou « amis » du Reich.* » Peut-être le philosophe a-t-il besoin d’étudier l’histoire pour réfléchir d’une manière concrète sur la liberté. En 1919, la Reichswehr de Bavière offre une formation politique à Hitler parce qu’elle le trouve bon orateur. Il va s’inscrire dans un courant antimaçonnique qui, datant du XVIII^e siècle, est par la suite condamné par le pape. Aux alentours de 1920, les nazis héritent de l’antimaçonnerie et, plus particulièrement, de l’idée de « complot judéo-maçonnique ». C’est dans la suite de cette idée que s’inscrivent *Les protocoles des Sages de Sion*. Ce livre joue un grand rôle dans le développement de l’antimaçonnerie nazi, lui-même lié à l’antisémitisme. Arnaud de La Croix dit : « *L’antisémitisme est central dans la pensée d’Hitler et conditionne son action, y compris sa haine de l’ordre maçonnique.* » On comprend donc que le Führer ait placé la question juive au centre de ses préoccupations. Il avait besoin d’un bouc émissaire pour essayer de détruire tout ce qui ne correspondait pas à sa vision du monde. Cet ouvrage est en fin de compte une méditation humaniste sur le racisme et sur la notion de dictature. C’est donc un livre qu’il faut lire : c’est une description, à la fois simple et complète, de l’idéologie hitlérienne.

Roger Klotz

Duggan (Christopher), *La forza del destino. Storia d'Italia dal 1796 a oggi*, Laterza, Bari, 2013, 777 pages.

Dans cet ouvrage embrassant l'histoire de l'Italie de 1796 à nos jours, on pourra voir se succéder les grands moments politiques de l'histoire italienne notamment les suivants : le 15 mai 1796 dimanche jour de la Pentecôte, Napoléon Bonaparte entra à Milan avec le soutien de Pietro Verri et de son ami Gasparo Angiolini qui, pour l'occasion, sculpta un bonnet phrygien en bronze et organisa un concours portant sur la meilleure constitution pour l'Italie. Le vainqueur, Melchiorre Gioia, fut doté outre d'une aura d'une médaille en or. À l'automne 1796 à Bologne, Ferrare, Modène et Reggio des élections eurent lieu et proclamèrent la République cispadane qui arbora le drapeau tricolore vert, blanc, rouge. En mai 1797, Napoléon Bonaparte créa la République cisalpine avec Milan pour capitale et se fit remettre 30 manuscrits par la bibliothèque Ambrosienne et 500 manuscrits par la bibliothèque Vaticane qu'il achemina au musée des Tuileries. « *Il Mondo Nuovo* », le tableau composé par Tiepolo à Venise en 1797, parabole d'une culture qui se meurt à l'arrivée des troupes de Napoléon Bonaparte sanctionné avec le soutien de Ugo Foscolo par le traité Campoformio. Avec à leur tête Felice Morando, une insurrection en mai 1797 éclata à Gênes fomentée dans les cafés du quartier des *Banchi* tandis qu'au port, marins et portefaix se tinrent à l'écart. Les Piémontais prirent le chemin de Grenoble et de Chambéry et les Napolitains de Marseille et Toulon comme Giuseppe Gastaldi, celui de Paris en quête d'appuis politiques. En 1801, Napoléon Bonaparte créa la République italienne dont Francesco Melzi d'Eril fut nommé président. En 1818, les *Carbonari* s'organisèrent et en 1822 la confrérie des Gonfaloniers de Milan s'insurgea comme en écho au soulèvement d'Alessandria tandis qu'Alessandro Manzoni s'exprimait dans le *Conciliatore* et rédigeait le pamphlet *Del sistema che fonda finora la moralità sull'utilità* en 1853. En 1848, en Lombardie, à Modène, dans les Deux-Siciles et en Piémont, éclatèrent des émeutes et la République fut proclamée à Malaga et Marbella (*L'Écho des Alpes Maritimes*, 8 avril 1848). Giuseppe Verdi dont le rébus du nom V.E.R.D.I, *Vittorio Emanuele Re d'Italia*, était apparu sur les murs de Naples lors de la représentation de *Nabucco* en 1860, composa en 1861 *La forza del destino* qui fut présentée en novembre à Saint-Pétersbourg. Avec la rencontre de Giuseppe Garibaldi avec Émile Barrault en 1833, commença son initiation à la franc-maçonnerie qui débuta à Montevideo en 1844. Après le débarquement de Giuseppe Garibaldi à Marsala à la fin de l'année 1860, les communautés rurales du Mezzogiorno adhérèrent à l'anarchie. L'avocat Matteo Raeli expulsé à Malte après sa participation à l'insurrection en Sicile en 1848 devint député au parlement lors de la VIII^e législature en 1861 où il considéra de la compétence du *Code de procédure pénale* le déplacement du conseil provincial de Noto, son lieu d'origine, à Syracuse, l'ancienne résidence des Bourbons, qui prétendait depuis le mouvement de 1837 représenter en Sicile l'unité italienne. Nommé au Conseil d'État en 1865, il accepta d'entrer dans le cabinet du ministre sicilien de l'intérieur Giuseppe Natoli lors de l'épidémie de choléra qui sévit dans l'île le 21 août 1862. Il promulgua l'extension de la loi d'incamération d'Urbano Rattazzi de 1855 et créa en 1866 le fonds culturel, alors que depuis 1864 la guerre de sécession aux États-Unis s'était répercutée sur les marchés financiers. En 1869, Matteo Raeli devint ministre de la justice lorsque en mars 1870 des banques de Naples furent convaincues de détournement de crédit et le député de gauche Cristiano Lobbia porta alors devant l'hémicycle une accusation de collusion de la droite historique dans l'administration de l'État et la magistrature ; il fut débouté. « *Eglise, patrie, famille, obéissance, ordre, épargne et moralité ne comptent plus* » écrivit Pier Paolo Pasolini après la signature du manifeste des 63. En 1992, la dette publique atteignit 100 % du produit intérieur brut et la lire sortit du système monétaire européen. Le parti socialiste de Bettino Craxi a été éclaboussé par le scandale Tangentopoli de délit d'initié. Massimo d'Alema dissout la commission d'enquête parlementaire et la Lega Nord appuya son entrée en

politique sur la dite Padania. La célébration du 200^e anniversaire de l'Unité demeure un horizon d'attente.

Thierry Couzin

Grasse au Moyen Âge. Pouvoirs et lieux de pouvoir (XI^e-XIII^e siècles), Études rassemblées par Catherine et Jean-Claude Poteur à la suite de la table ronde du 31 janvier 2009, Grasse : éditions TAC-Motifs des Régions, Grasse, 2014, 215 pages, plans, illustrations.

Dans une courte introduction, les organisateurs de la table ronde de 2009, abordent la bibliographie du sujet en soulignant les apports des études réalisées, au XIX^e-début XX^e siècle, par Sénéquier, Doublet, Gauthier-Ziegler, dans la seconde moitié du XX^e siècle, par Paul-Albert Février, Paul-Louis Malausséna, Édouard Baratier, Joseph-Antoine Durbec. Ils rappellent aussi le II^e Congrès historique Provence-Ligurie tenu à Grasse en 1968, qui constituait une sorte de couronnement de ces travaux. Mais les auteurs soulignent aussi la nécessité de faire aujourd'hui le point, à partir d'opérations archéologiques récentes et de publications nouvelles concernant certains documents comme *l'enquête générale de Leopardo da Foligno en Provence orientale (avril juin 1333)* publiée sous la direction de Thierry Pécout. Ce fut le but de la table ronde réunie à Grasse en 2009, dont cet ouvrage, recentré sur la période charnière des XI^e-XIII^e siècles, constitue en partie les actes.

L'étude qui suit, sur les « principaux lieux de peuplement sur le territoire de Grasse, du XI^e au XIII^e siècle », est due à Jean-Claude Poteur. L'auteur rassemble les différents termes utilisés dans les sources écrites pour nommer Grasse. Au XI^e siècle, en 1047, le terme de *castrum* désigne le lieu appelé aussi, à la fin du siècle, *oppidum*. Au milieu du XII^e siècle, ce sont les termes de *castellum* ou de *villa* (habitat non associé à un château), qui priment. Ainsi, contrairement à l'évolution habituellement constatée, l'habitat fortifié du *castrum*, semble avoir précédé à Grasse l'habitat plus dispersé de la *villa*. Pour résoudre ce problème, Jean-Claude Poteur cherche la trace des divers lieux de peuplement du vaste territoire de Grasse à travers les édifices religieux ayant pu exister sur ce territoire à l'époque médiévale. Il en repère 20, qu'il classe en quatre groupes chronologiques et qu'il étudie en détail à partir de mentions dans les textes et, quand cela est possible, de descriptions sur le terrain. Il en déduit l'hypothèse que, parmi les églises signalées avant le milieu du XII^e siècle, certaines, comme Sainte-Marguerite au Plan, sont liées à des secteurs très romanisés, alors en déclin. D'autres, au contraire, telles que l'église Saint-Sépulcre-Saint-Hilaire, sont à mettre en rapport avec un lieu de peuplement, peut-être l'existence d'un château des de Grasse. Ce premier château ne serait donc pas situé sur le sommet du Puy, mais sur la colline de Saint-Hilaire. En revanche, dans le secteur du Puy, l'église Notre-Dame doit être considérée comme la paroisse du territoire, alors que Saint-Martin et Saint-Michel pourraient avoir été construits comme des édifices religieux privés ou l'être devenus. Grasse se serait donc développée, non à partir d'un seul noyau primitif, traditionnellement situé sur le sommet du Puy, mais à partir d'une nébuleuse de petits habitats.

Dans la contribution suivante, consacrée au XIII^e siècle et à l'implantation des ordres mendiants à Grasse, Marc Boriosi reprend à ce propos les études précédentes, particulièrement celles de Jacques Le Goff sur le rapport existant, au Moyen Âge, entre le développement des villes et l'implantation des couvents mendiants. À Grasse, ces implantations, qui ont pour résultat la diffusion d'une nouvelle spiritualité, se sont faites avec l'assentiment de l'évêque et ont également été le fruit d'une proximité avec le pouvoir comtal. La nouvelle enceinte de la ville, bien avérée au XIII^e siècle, englobe ces nouveaux couvents.

Les rapports de l'Église d'Antibes-Grasse et du comte de Provence au XIII^e siècle sont étudiés par Thierry Pécout à partir d'une analyse des carrières et des réseaux de personnes, des affinités intellectuelles et idéologiques. Évêques ou prévôts sont des prélats réformateurs et politiques, attentifs à entretenir des relations de confiance avec la cour comtale comme avec

la cour pontificale. Souvent chargés de missions diplomatiques, ils ont travaillé, comme curialistes, à renforcer les liens entre le diocèse et l'Italie. À partir de la seconde moitié du XIII^e siècle, l'évêché de Grasse et son chapitre ont été une pépinière de prélats illustres, tel Henri de Suse, l'un des plus grands docteurs en droit canon de son époque qui devient archevêque d'Embrun. Mais Grasse n'est qu'un marche-pied pour nombre d'entre eux, promis à de plus amples carrières.

Dans la conclusion de l'ouvrage, Philippe Jansen dresse un vaste tableau de l'évolution de Grasse au Moyen Âge, ville qui n'a pas le riche passé antique d'Antibes ou de Nice, qui n'entre dans l'histoire comme habitat identifié qu'en 1047, mais qui est une ville florissante au XIV^e siècle. On peut en effet estimer sa population à près de 7 000 habitants à travers l'enquête sur les droits comtaux en Provence, menée de 1330-1335 par Leopardo da Foligno émissaire du roi Robert d'Anjou. Grasse cumule les pouvoirs religieux (siège épiscopal depuis 1244) et civils (siège d'une viguerie depuis 1260), réalité qui s'exprime par la grande proximité topographique entre le palais de l'évêque et la maison du viguier et, aussi, par l'abondance des sources écrites qui reflètent la conscience du pouvoir que l'on détient. Dans ce rappel, Philippe Jansen souligne les apports des différentes contributions qui apportent un éclairage nouveau sur des textes ou des édifices, connus ou moins connus, pour dresser un « portrait » de la ville de Grasse plus clair et plus précis, mais pour lequel il reste encore bien des questions.

C'est sur cette invitation à de nouvelles recherches, qui affineront « l'histoire d'un simple village du XI^e siècle devenu ville à rayonnement régional en l'espace de deux siècles », que se termine cet ouvrage dont l'intérêt majeur est de faire le point sur les travaux actuels en croisant les données des sources écrites et les analyses archéologiques plus récentes. On doit aussi signaler l'existence d'un remarquable dossier iconographique concernant des monuments conservés ou disparus, d'anciennes gravures ou photographies, d'anciens plans. À ces descriptions, s'ajoute encore la reproduction de trois maquettes, conservées au musée d'Art et d'Histoire de Provence de Grasse, qui reconstituent l'« évolution hypothétique de l'agglomération grassoise », à partir de trois époques : les XI^e-XII^e, XIII^e et XVIII^e siècles.

Marie-Hélène Froeschlé-Chopard

Losurdo (Domenico), *Contre-histoire du libéralisme*, La Découverte : Paris, 2013, 391 pages.

En novembre 1854, Camillo Cavour proposa une loi de d'appropriation des biens du clergé par l'État préparé par Rattazzi qui s'enquerra de l'opinion de l'Archevêque de Casale Calabiana en espérant de cette sécularisation 900 000 livres. Massimo d'Azeglio mû par une même inspiration institutionnalisa le mariage civil. Avec le conflit qui fut déclenché en 1866 à propos de Venise, l'esprit de corps dans l'armée changea au détriment de la cohésion aristocratique qui avait été inauguré par Emmanuel-Philibert en rassemblant en un ensemble composite les officiers niçois et savoyards et les troupes de volontaires de Giuseppe Garibaldi qui s'étaient distinguées dans la partie méridionale de la péninsule. Le Piémontais Vittorio Alfieri avait dès 1786 incité les Italiens au réveil par le souvenir de leur grandeur passé, « *Grecia, Illiria, Macedoni, Germani, Galli, Britanni, Ispani, Affrica, Egitto, guerriera gente, che oltraggiata, e vinta, d'ogni intorno ne accerchia, a Roma imbelle vorrian servir ? né un giorno sol, né un'ora* » fit-il dire à Marc-Antoine, dépréciant l'Italie du présent divisée, avilie et impuissante et rêvant d'un Italie future qui serait grande, libre et une. L'*Unione Cattolica per gli Studi Sociali* fondée par Giuseppe Torniole en 1889 proposa d'investir le terrain social en incitant à la naissance d'une forme de corporatisme relayée par l'encyclique *De Rerum Novarum* du Pape Léon XIII en 1891 qui aboutit au monde ordonné et représentatif de la démocratie chrétienne. En s'appropriant l'association des corps intermédiaires au bénéfice du

seul parti, le fascisme en pervertit l'élan notamment avec l'instauration du culte du *littorio*. Kurt Suckert muni d'une solide culture linguistique en apprenant le français, l'anglais et le russe rejoignit la *Brigata Alpi* l'unique corps de volontaires Garibaldiens aux premiers jours de juillet 1915 et fut nommé après le désastre de Caporetto diplomate à Paris. Le 15 janvier 1921, il fonda la revue *Oceanico* et quoique promoteur du syndicalisme tant sorélien que guelfe à Florence, il adhéra au parti fasciste le 20 septembre 1922 tout en maintenant des amitiés inavouables comme celle de Piero Gobetti. Il monta ensuite en 1924 le journal *La Conquista dello Stato* qui lui permit d'entrer dans l'antichambre du pouvoir de Mussolini et comme à la recherche de sa propre *terra incognita*, il troqua l'année suivante son nom pour celui de Curzio Malaparte. Rénovée le 6 avril 1924, la Chambre des députés italienne siégea le 27 mai 1924 et à peine trois jours après, lorsque fut discutée la validité des élus Giacomo Matteoti, le secrétaire du parti socialiste unifié dénonça avec une grande efficacité les violences et les brouilles par lesquelles l'urne du 6 avril 1924 fut invalidée. Il déclara ensuite à ses amis : « Moi mon discours je l'ai fait, à vous de préparer mon discours funèbre ». Le 10 juin 1924, il fut assassiné. La réaction de l'opposition fut rapide et déserta l'assemblée ouvrant une période de sécession parlementaire appelée *Aventino* qui conduisit au cartel antifasciste d'un comité de 16 députés parmi lesquels Antonio Gramsci celui-ci écrivit alors à Piero Sraffa, marxiste hors du parti, qu'il avait connu à Turin par le père Angelo, juriste reconnu issu d'une grande famille israélite, cousin de Carlo Rosselli, associé aux groupes des étudiants socialistes à la *London School of Economics* devint collaborateur du quotidien *l'Ordine Nuovo*. Du 17 juin 1924 au 8 juillet 1924 se tint à Moscou le 5^e congrès de l'Internationale et le parti envoya Togliatti. Malaparte fut accusé par Italo Balbo de propos diffamatoires notamment dans le *Corriere della Sera*, calomnié pour sa liberté de ton dans ses ouvrages, sa collaboration à la direction à partir du 11 février 1929 de la *Stampa* dans les colonnes de laquelle il se distingua d'abord par sa capacité à l'innovation tant en inaugurant pour la 1^{er} fois dans la presse italienne une page quotidienne consacré au sport et notamment à l'équipe de football nationale championne du monde, la tenue d'une rubrique littéraire qui publia ainsi Alberto Moravia, et des articles politiques de sa main ouvertement favorables à l'Union soviétique de Lénine incité aussi par l'expulsion de Trotsky. Ces articles lui valurent de faire la connaissance de Maïakovski, dans une période où son patron Giovanni Agnelli dut comme propriétaire de la Fiat faire face à la crise économique par la réduction des journées de travail et le licenciement en 1930 de 4 300 ouvriers et qui se défit de son bouillant rédacteur le 29 janvier 1931, enfin pour ses relations dans l'exercice de ses fonctions diplomatiques avec des opposants au régime en France comme en Angleterre. Malaparte fut condamné en 1933 par Mussolini à la peine maximale de cinq ans de détention dans l'île de Lipari. Quant à l'intérêt des études littéraires *La Peau* de Curzio Malaparte publiée en 1949 apporte un témoignage napolitain de 1943 sur un homme exténué d'avoir trop vu de cadavres et finalement sur l'absurdité des vainqueurs et des vaincus : « C'est une honte de gagner la guerre ! » est l'exclamation qui clôt l'ouvrage. Quoique vivant chichement Carlo Levi fut arrêté une première fois par la police à Alassio en 1934 mais n'en poursuivit pas moins sa correspondance avec la revue *La Cultura* qui lui permit de collaborer avec Leone Ginzburg, Cesare Pavese, Luigi Einaudi, Luigi Salvatorelli et Noberto Bobbio. Le 15 mai 1935, une nouvelle arrestation à Turin pour son activisme antifasciste condamna Carlo Levi à la résidence surveillée dans la province de Matera en Basilicate, qui depuis 1932 avait repris son nom ancien de Lucanie, destination privilégiée de quelque 2 800 exilés politiques entre 1928 et 1943. La démission de Benito Mussolini provoqua une double réaction dans la société italienne encore aggravée par le débarquement des Alliés en Sicile en 1943 avec l'appui de Lucky Luciano et Salvatore Giuliano et l'invasion de troupes allemandes en haute Italie. Palmiro Togliatti lui-même confia à sa secrétaire Nina Bocenina au Noël de l'année 1943 : « *Non sono sciocchezze, cara compagna Nina ! Il cattolicesimo in Italia non è semplicemente la Chiesa. E un modo di Pensare, è un complesso intreccio tra la storia e la politica, tra la cultura e la filosofia* ». Tandis que des nouvelles contradictoires émanant de radio Londres et

radio Milan dite de Moscou et de la diffusion croissante de la presse écrite et surtout de l'*Unità* ce qui n'eut pas forcément pour effet d'accélérer le temps réel dans la mesure de l'extrême fragmentation du pays que la solution entrevue se proposait de sauver la paix avec l'appui de l'Église. Celle-ci mit en place une immense chaîne de solidarité animée par les femmes et les prêtres envers les réfugiés de toutes sortes, italiens essayant de regagner leurs maisons et juifs échappés des camps de concentration détenus dans l'ancien quadrilatère Habsbourg de Bergame, Crémone et Mantoue. Odilon Barrot déclara dans la notice introductive du « Bulletin des lois » en 1834 : « Une révolution ne s'arrête qu'autant qu'elle n'est pas combattue ; dès qu'elle l'est, il n'y a pas d'autre alternative pour elle que d'avancer ou d'être étouffée ».

Thierry Couzin

Rey (Didier), F.X. Gherardi (Eugène), *Le grand dérangement. Configurations géopolitiques et culturelles en Corse (1729-1871). Anthologie*, Albiana, Ajaccio, 2013, 358 pages.

Dans ce panorama d'un siècle et demi d'histoire géopolitique corse, on suivra une série des grands épisodes de l'histoire de l'île. Incapable de résoudre la question du port d'armes et des délégations fiscales consubstantielles, Gênes a dû essayer une révolte qui se transforma en révolution et lutte de libération nationale en 1729 aux mots d'ordre *Patria e Libertà*. Les traînées de poudres se répandirent du Boziu en Tavagna, Bastia et Paomia et l'échec des négociations relança le mouvement. Les *principali* prirent la tête de la révolte. En décembre 1730, les insurgés élirent un triumvirat sous la direction de Luigi Giafferi, d'Andrea Colonna Ceccaldi et de l'abbé Francesco Raffaelli qui reçurent pour les deux premiers le titre de *Generale della Nazione*. En juillet 1739, les principaux chefs durent s'exiler et parmi eux Giacinto Paoli et l'un de ses fils le jeune Pasquale pour Naples. La lutte reprit aussitôt et Giovan Pietro Gaffori en devint le véritable chef. Au cours de la guerre de succession d'Autriche, les Anglo-sardes intervinrent dans l'île soutenus par les Nationaux dirigés par Matra et Gaffori. Les Nationaux obtinrent le départ de l'île de la mission du marquis de Cursay de mai 1748 pour y rétablir l'ordre génois ; le 2 octobre 1753, Gaffori fut assassiné. Rentré en Corse au printemps 1755, Pasquale Paoli a été élu *Capo Generale della Nazione* lors de la *Consulta* qui se tint les 12-14 juillet 1755 à Sant'Antonio de Casabianca. Il mena une guerre civile contre Mario Emmanuelle Matra et neutralisa les Génois. Parallèlement l'Italie de l'*Illuminismo* se prêta bien à un jeu d'influences notamment à Naples avec les deux professeurs d'université Giambattista Vico et Antonio Genovesi. Paoli vit dans *Le Prince* le livre des Républicains. Dans le cours du siècle, les universités italiennes ont été les principales institutions dans lesquelles les élites corses ont poursuivi une solide formation culturelle. Parmi elles, l'université de Pise a été la plus importante institution académique en même temps que celle de Rome fréquentée par la jeunesse insulaire. La création de l'université de Corte qui ouvrit ses portes le 3 janvier 1765, était un projet qui comportait un aspect de propagande. Les *Ragguagli del l'Isola di Corsica* dans les numéros XI de novembre 1764 ne manquaient pas de préciser que *Noi siamo a portata di disingannare il Mondo, che non era la Corsica quel Barbaro Paese, che voleasi far credere da'Genovesi, nemico de' buoni studi, e delle Scienze*. Par circulaire du 14 juin 1824, le préfet de la Corse sollicite la collaboration de personnes éclairées pour faire progresser la recherche linguistique menée par Adriano Balbi. Sur la base des enquêtes réalisées, Adriano Balbi publia en 1826 à Paris un *Atlas ethnographique du globe ou classification des peuples anciens d'après leurs langues*, premiers jalons de l'ethno-anthropologie italienne qui s'inscrivit dans les débats entre les partisans des traits linguistiques et les tenants des caractères physiques. Vers 1840, le linguiste Bernardino Biondelli dans la *Parabole de l'Enfant prodigue* recueillit 95 versions des parlers de Piémont, de Lombardie et de l'Émilie-Romagne, 16 versions de Sardaigne et six versions corses en prenant en compte l'île de Capraja. Le 8 août 1848, le préfet Aubert

bouclait son rapport confidentiel sur le département de la Corse adressé au général Cavaignac président du Conseil des Ministres : « *Le rôle actif et passionné des prêtres, dans les affaires qui intéressent la population, telles qu'élections, nominations aux places, et même affaires privées, lui donnent une grande influence dont ils usent volontiers contre nous, et en faveur des hommes qui nous sont hostiles ; ils sont Corses et Romains, avant d'être français* ». Le 22 février 1863 à Paris éclata la querelle au Sénat et Pierre-Marie Pietri prononça un vibrant discours. Le climat est houleux et le propos du parlementaire corse est émaillé par les acquiescements des uns et les protestations des cardinaux Donnet et Gousset ainsi que du baron de Heeckeren. Après s'être déclaré en faveur d'une libéralisation du régime impérial, invitant l'Empereur à une large amnistie, condamnant les lois d'exception, préconisant le respect des suffrages librement exprimés par les électeurs, recommandant la liberté de la presse, prônant la mise en place d'un parlement où règne la liberté de parole, il expliqua que les populations italiennes devaient bénéficier de dispositions analogues et réclama le démantèlement du pouvoir temporel des Papes et l'annexion de la capitale romaine au *Regno d'Italia* et il en rédigea un opuscule intitulé *Politique française et question romaine*. La *Civiltà cattolica*, revue de la Compagnie de Jésus entièrement acquise à la défense de l'autorité temporelle du Saint-Siège, engagea le 22 mai 1862 la polémique sur le terrain de la surenchère annexionniste et préconisa avant de poser le problème du statut territorial de Rome, l'annexion à l'Italie, de Nice, Malte et de la Corse. Le 21 décembre 1862 le vapeur « Sardegna » qui faisait la liaison Livourne-Porto Torres se vit contraint de trouver un abri dans le port de Bastia avec à bord du navire Giuseppe Garibaldi qui accorda un entretien à Gian Paolo Borghetti : « *Cosa c'è di nuovo in questa benedetta isola ? Cosa vi fanno i francesi ? Ecco le ironie della storia ! Nizza mia patria diletta è ora francese e la Corsica sorella italiana purissima, non guarda più a Roma ma bensì a Parigi* ».

Thierry Couzin

Touzot (Jean) – Cocteau à cœur ouvert les dernières années, Paris : Bartillat, 2013.

Jean Touzot est docteur en lettres. Il a écrit de nombreux ouvrages sur François Mauriac et sur Jean Cocteau. En début d'ouvrage, il indique : « *D'entrée de jeu, il fallait prendre une vue d'ensemble sur les dernières années de la vie de Jean Cocteau. Elles correspondent à la reprise de la pratique du journal intime, que seule la mort interrompra... S'il est vrai que, la maturité venue, chacune de ses œuvres, aura pris figure de témoignage quasi testamentaire, Le passé défini, titre finalement retenu, pourrait apparaître comme le Grand Testament de Cocteau.* » Jean Touzot fait démarrer en 1951 la dernière phase de la vie de Cocteau. L'écrivain est citoyen d'honneur de plusieurs villes, parmi lesquelles Menton. Il préside le jury du Festival de Cannes. Il est reçu par Francine Weisweiler, entre autres dans sa villa du cap Ferrat, à Santo Sospir. Il arrive à Cocteau de voyager dans la plupart des pays d'Europe. Jean Touzot évoque également ce qu'il appelle l'« orientation sexuelle » de Cocteau : « *Historien de l'homosexualité, dont après la perte d'Euridice, son maître Orphée serait le père, Cocteau s'en veut aussi le théoricien, presque le clinicien et le sociologue. Il semble qu'il y ait une volonté de Cocteau de « défier les tabous », sans doute « pour affirmer sa singularité », c'est-à-dire son originalité. Peut-être préfigure-t-il l'attitude de Dominique Fernandez. Cocteau affirme parfois son originalité dans la critique. Il semble apprécier les auteurs dans lesquels il se reconnaît. Il se sent ainsi proche de Mérimée. Il éprouve du plaisir à lire Montaigne. Le roman policier n'est pas pour lui un genre mineur. « Sensible à sa verve, à ses formules, à ses images, nous avons laissé la parole au poète en regroupant tout ce qu'il avait écrit autour de thèmes jugés fondamentaux et qui entraient en résonance avec ce qu'il avait vécu ou créé. Sortir de l'homme-labyrinthe les fils directeurs de son destin, telle a été notre ambition. Il est difficile de dominer une telle masse d'informations et il est peu probable qu'à l'exception des inconditionnels de Cocteau, tous les lecteurs fassent l'effort de se*

plonger dans les quatre milliers de pages du Passé défini. Les bonnes biographies du poète ne sont pas rares mais aucune, à ce jour, n'avait exploité les huit tomes du journal. La raison d'être de notre essai, c'est de mettre à la disposition du public le plus large, la quintessence de cette somme, de ce bilan de toute une vie sur laquelle la proximité de la mort vient jeter une ombre plus rassurante qu'effrayante. »

Roger Klotz